

Trois questions à...

...Guy Pierre Biteghe, directeur de publication du journal *Le Mbandja*

Propos recueillis par Carole Moussavou

Pourquoi aviez-vous fui du Gabon ?

Bonjour et merci de m'accorder cet entretien sur ma nouvelle vie d'exilé politique. L'idée de quitter le Gabon n'émane pas de moi, ceux qui me connaissent savent que je n'ai jamais fui dans ma vie. Lorsqu'on a vu mourir Joseph Redjambé, Simon Oyono Aba'a, Pierre Louis Agondjo Okawé ; lorsqu'on a été à l'école de l'abbé Noël Ngwa et qu'on l'a accompagné à la fosse ou lorsqu'on a accompagné André Mba Obame à la fosse, vivre devient une dérision, et fuir, pour moi, est un acte de lâcheté.

Venant à votre question, il se trouve qu'après la parution du n° 370 du journal *Le Mbandja*, j'ai été sujet de vives menaces de la part des limiers du régime, notamment d'une partie de la hiérarchie aussi bien de la GR que de la DGR. Je dis bien une partie, d'où la présence à mon domicile des personnes en cagoule dont la mission était, selon les révélations qui m'ont été faites par ceux qui se souciaient de ma sécurité et de ma vie, de me faire dire le nom de l'officier de la GR qui est venu faire des révélations à ma rédaction et plus tard de me refroidir. Les deux premières tentatives d'enlèvement ayant échoué. Le Conseil national de la communication (CNC) a été mis à contribution. Un procès en criminel réputé contradictoire, va se tenir nuitamment, le jeudi 22 septembre et la sanction est notifiée à notre distributeur Sogapresse la même nuit à 20h00. Elle porte interdiction de paraître du journal *Le Mbandja* pour une durée d'un mois. C'est à partir de là que mes « anges gardiens », tapis au sein du régime, vont me demander de me faire oublier un moment en quittant Libreville. Je vais donc me replier à Lambaréné, car n'ayant plus aucune activité sur Libreville.

Malheureusement, deux semaines après mon départ de Libreville, on m'apprend qu'une vraie purge se ferait au sein de la GR pour trouver « le traître » mais aussi que des hommes ont été mobilisés pour venir me localiser à Lambaréné. On me demande à nouveau de quitter rapidement Lambaréné si je veux vivre, de venir rapidement à Libreville où des orientations sur ma sécurité me seront données. Au même moment, des amis à Paris vont vivement me demander de me plier à ce qui s'organisait et qui pourrait aboutir à mon départ du Gabon. Je quitte Lambaréné nuitamment le mardi 11 octobre pour Libreville. Je mobilise ma famille pour faire état de ma situation. A l'unanimité, mes parents qui depuis, s'inquiétaient de ma sécurité, donnent leur quitus pour que je quitte le Gabon. Le mercredi 12 octobre au matin, je me rends à la banque pour prendre un peu d'argent, en chemin, on me demande de sortir tout de suite de Libreville, une voiture m'attend quelque part et doit me conduire dans un pays voisin. Je fais constater à mon interlocuteur que je n'ai ni argent pour mon déplacement ni visa pour le pays d'accueil. Ce dernier me fait savoir que l'urgence est signalée, le visa va me suivre



que je donne juste mon passeport aux personnes qui doivent m'exfiltrer. Je suis inquiet, car l'initié au Melan que je suis n'a eu aucun signe venant des esprits. C'est finalement en sortant de Libreville que les esprits me feront un signe en venant m'ouvrir la route, tel qu'on me l'avait montré lors de mon initiation. Voilà, pour ne pas être trop long, pourquoi et comment je suis parti du Gabon, ma mère patrie. Donc, je n'ai pas quitté le Gabon de moi-même, je n'ai rien dépensé pour cela, je suis parti sous la pression des personnes qui se soucient de ma vie. Elles ont mis de leurs moyens, de leur personnel et de leur argent pour cela. Tout comme certains prêtres m'ont également aidé et soutenu dans les localités traversées.

Alain Claude Bilie-Bi-Nze ne cesse de dire que le Gabon est un Etat de droit. Etes-vous d'accord ?

Tout à fait d'accord avec lui. Le Gabon est bel et bien un Etat de droit. Mais les Gabonais ne veulent pas d'un Etat de droit, ils rêvent, se battent et meurent pour l'émergence d'une démocratie. Vous me direz où est la nuance. Elle vient du fait que le droit se rapporte aux lois. Et au Gabon, c'est l'opresseur qui les fait et il les fait à sa mesure. Oui, le Gabon est un Etat de droit, mais il est aussi une dictature et l'une des plus dures d'Afrique en ce moment. Un Etat policier qui brille par les assassinats, les enlèvements, les tortures, les humiliations et le déni de liberté. Nous voulons la liberté chez nous et nous l'aurons au nom du sang versé. Actuellement, Ali et ses proches se moquent de nous, nous tournent au ridicule, je leur tire mon cha-

peau, mais dans ma naïveté, je crois fermement que notre lutte va bientôt payer et avec notre victoire qui est proche, nous donnerons au Gabon un autre visage, un visage certainement plus beau.

Avec du recul, pourquoi Ali Bongo ou son entourage use-t-il d'autant de violence pour se maintenir au pouvoir ?

Ali Bongo sait qu'il n'a pas gagné l'élection, sauf que lui et son entourage ne s'imaginent pas se retrouver au sein de l'opposition un jour. Ali Bongo lui-même ne se voit pas autre chose que président. Et comme il estime que le pouvoir lui est dû, la violence reste son seul recours pour espérer rester et durer au pouvoir. Et tant que son pouvoir ne sera pas assis, il mettra dans le sang la moindre contestation. Mais le hic aujourd'hui est que les Gabonais, dans leur large majorité, pour ne pas dire à l'unanimité, ne veulent plus de ces gens-là. Il y a donc une volonté pour Ali et même pour sa belle-mère Mborantsuo de faire payer aux Gabonais, leur désamour vis-à-vis d'un régime cinquantenaire, un régime agonisant et dont la survie ne tient que par les armes dont il use pour supprimer la vie à une population aux mains nues et qui aspire au changement. Occasion pour moi, de leur rappeler ici, que les livres théologiques nous enseignent, qu'on n'accorde pas le pardon à Satan. Ceux qui ont intronisé le monstre qu'ils ont fabriqué et qui après sont allés demander une messe à Sainte Marie ont enrichi certainement Monseigneur Basile Mvé, mais Dieu ne leur pardonnera jamais leur forfaiture. Madame Louise Angue qui lors de cette messe s'est réjouie que leur Cour soit restée soudée ne s'imagine pas un seul instant que la justice de Dieu n'est pas celle des hommes. Tôt ou tard, ils finiront bien par répondre de leurs crimes. Actuellement, le sang de nos parents tués crie vengeance. Que ce régime le prenne pour dit, l'heure de leur départ a sonné, il ne peut tenir longtemps. Dommage pour ceux qui le rallient en ce moment pour brouter. A eux, Montesquieu rappelle : « Le juste qui se met du côté du criminel est un criminel et la victime un héros ». Le même Montesquieu qui, attirant l'attention des collabos de son époque, leur disait : « Au soir de la libération, on n'embrasse pas les collabos, on les fusille ». Chacun est prévenu, car ces mots sont encore d'actualité au Gabon. En outre, Ali ne sera jamais un enfant de chœur, il ne connaît ni la pitié ni la compassion, encore moins le pardon. Si par moment, il fait semblant d'afficher un sourire un peu comme le diable qui se présente en visage d'ange, son cœur par contre, pue la haine, la méchanceté et la violence. Je ne serai pas surpris d'apprendre que ceux qui vont à la soupe en ce moment meurent dans quelques mois, car les poisons de l'émergence ont déjà fait leur preuve. Guy Nzouba Ndama n'a-t-il pas dit à Ali Bongo qu'il faisait le carême, lorsque ce dernier l'avait invité pour la dernière fois à sa table ? Et pourtant, selon Ali, « Nzouba Ndama n'a jamais fait le carême de sa vie ». C'est dire...